



Sommaire

3	Le mot du Président
4	Rétrospective
6	Éditorial
7	Les débuts de la sécurité sociale
8	Naissance de l'AVS
10	Création et essor de l'Office de révision des caisses de compensation professionnelles
12	Comptes annuels 1944
13	Activité de contrôle pendant les années de fondation
14	Extension et révisions des lois de l'AVS
15	Expansion de l'Office de révision
16	Changements dans la comptabilité et la technique
17	Exemple de rapport de contrôle de 1978
18	Poursuite de l'évolution de l'AVS
19	Poursuite du développement de l'Office de révision
20	Réflexions à l'occasion du jubilé des 50 ans
21	L'Office de révision à l'ère de l'Internet
22	Exemple de rapport de contrôle de 1998
23	Profil professionnel du « réviseur AVS »
24	La journée d'un réviseur
25	Les derniers développements de l'AVS
26	La coopérative RSA entre 2000 et 2020
27	Et la roue continue de tourner ...
28	Anecdotes
30	Statistiques et dates charnières

Sources des images:

Archives d'État de Bâle-Ville (STBS) – QUERY catalogue des archives en ligne; query.staatsarchiv.bs.ch
Archives sociales suisses, Zurich – base de données image+son; bild-video-ton.ch
Zürcher Hochschule der Künste / Museum für Gestaltung, Zurich – collection d'affiches; emuseum.ch
Shutterstock Netherlands, B.V., 1017 BT Amsterdam, Niederlande – base de données de photos, photos de stock; shutterstock.com
Simplex SA Berne, Zollikofen; simplex.ch
Crazydavid, caricaturiste et illustrateur, Liebefeld; crazydavid.ch

Origines des textes:

Histoire de la sécurité sociale en Suisse; histoiredelesecuritesociale.ch
L'histoire de l'AVS; bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/ahv/donnees-de-base-et-legislation.html
Chronologie des révisions de l'AVS; bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/ahv/donnees-de-base-et-legislation.html
La genèse et le développement de l'AVS; developpement-avs.ch/alters-und-hinterlassenenversicherung/ahv-heute/was-ist-die-ahv
Tschudi, Hans Peter: Entstehung und Entwicklung der schweizerischen Sozialversicherungen, Bâle et Francfort-sur-le-Main, 1989

Mentions légales:

Impression: Brunner Medien AG, 6011 Kriens; bag.ch
Éditeur: Revisionsstelle der Ausgleichskassen, Räfelfstrasse 11, 8045 Zurich
© 2019 Revisionsstelle der Ausgleichskassen, Zurich – Suisse; rsa.ch

Le mot du Président

Chères lectrices, Chers lecteurs,

C'est avec un plaisir tout particulier que je me replonge avec vous dans le passé et dans les 75 années d'histoire de l'Office de révision des caisses de compensation (aujourd'hui RSA). De l'idée de départ jusqu'à l'institution que nous connaissons aujourd'hui, notre coopérative s'est développée continuellement.



Comme le montre ce recueil du jubilé, la coopérative RSA a toujours su s'adapter à de nouvelles conditions et relever de multiples défis. En tant qu'organisation à but non lucratif, elle est restée fidèle à son cœur de métier et a toujours été un maillon important entre les caisses de compensation associées dans la coopérative et leurs membres.

Autant au fil des développements sociaux ou technologiques que des changements de législation, elle a su mettre en place aux bons moments, grâce à une planification tournée vers l'avenir, des mesures durables et répondant aux nouveaux besoins de ses clients.

La numérisation, voir à terme la digitalisation, est appelée à jouer une thématique centrale pour la coopérative RSA. Elle recouvre des domaines de plus en plus nombreux de notre vie, causant parfois de profonds bouleversements dans le monde du travail. Bien utilisée, elle peut cependant nous aider à respecter des prescriptions matérielles et organisationnelles toujours plus complexes, de manière ergonomique pour l'utilisateur et conviviale pour le client.

Cela dit, pour la qualité de nos services et pour satisfaire en même temps nos clients, leurs membres et nos collaborateurs, nous pensons que nous devons continuer à faire des contrôles sur place – à évaluer, aider et conseiller dans l'environnement de travail concret, mais avec une perspective globale. En ces temps de numérisation généralisée dans un environnement mondialisé, il est essentiel d'être proche des clients et des membres, et c'est ce qui forge notre identité. En plus d'une utilisation optimale des outils de travail électroniques, la présence physique, les facultés mentales et l'intuition humaine resteront donc très demandées à l'avenir et seront des facteurs déterminants pour notre réussite. Dans ce sens, nous pouvons regarder en arrière avec fierté et envisager l'avenir avec confiance.

Je vous souhaite beaucoup de plaisir dans ce voyage dans le temps au fil des pages de notre publication. J'adresse également mes meilleurs vœux à la coopérative RSA pour les 75 prochaines années !

Andreas Fässler
Président du conseil d'administration



Modification des statuts : la possibilité de devenir membre est ouverte à toutes les caisses de compensation

1979

9^e révision de l'AVS – réintroduction de l'obligation de verser des cotisations pour les bénéficiaires de rente vieillesse exerçant une activité lucrative, ainsi que dans une deuxième étape l'adaptation des rentes selon l'indice mixte

1972

Inscription du principe des trois piliers dans la Constitution

1969

Introduction de la Directive sur le salaire déterminant (DSD)

1968

Changement de dénomination – Office de révision des caisses de compensation

1967

Introduction de « contrôles par d'autres mesures » (CAM)

1961

Introduction de la circulaire sur l'assujettissement à l'assurance (CAA)

1957

4^e révision de l'AVS – abaissement de l'âge de la retraite des femmes de 65 à 63 ans

1953

La loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture (LFA) et la loi sur les allocations pour perte de gain (LAPG) en cas de service obligatoire entrent en vigueur

1949

Premières conventions bilatérales sur la sécurité sociale avec des pays européens voisins (Italie et France)

1948

La loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) entre en vigueur ;
Les caisses de compensation pour perte de salaire et de gain sont transformées en caisses
de compensation AVS

1944

Création de l'organe de révision des caisses de compensation professionnelles et début de l'activité de contrôle dans le cadre du régime APG étendu, avec deux réviseurs au début

1940

Le régime APG pour les travailleurs en service actif est étendu aux indépendants et aux étudiants et création d'une allocation globale pour perte de salaire et de gain financée respectivement pour moitié par les employeurs et les salariés ; les caisses de compensation pour perte de salaire et de gain sont chargées de la mise en œuvre

1939

Décision du Conseil fédéral, sous le régime des pleins pouvoirs, d'introduire un régime d'allocation pour perte de gain (APG) pour les travailleurs en service actif

1925

Le peuple vote pour un article constitutionnel en faveur d'une assurance vieillesse pour toute la Suisse

1918

La Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA, aujourd'hui Suva) commence son activité à Lucerne ;
Grève générale en Suisse – l'une des principales revendications : l'introduction d'une assurance-vieillesse et survivants (AVS)

1917

Le Tribunal fédéral des assurances (TFA) commence son activité à Lucerne

1913

L'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) commence son travail

1912

Le peuple accepte la loi fédérale sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents (LAMA)

1890

Première assurance sociale: «oui» de la population à un article constitutionnel pour une assurance en cas de maladie et d'accidents

1877

Loi sur les fabriques, avec les premières normes sociales de portée générale pour la Suisse

2044

2019

2019

2017

2014

2012

2009

2008

2008

2007

2005

2003

2002

2001

2000

1997

1994

1991

1989

1987

1985

1984

1984

1982

75 ans de RSA

Introduction de l'échange automatique de données via secure data exchange (sedex)

Rejet du projet de réforme Prévoyance vieillesse 2020

Mise en service de RSA.Net / RSA-PartnerWeb

Début du développement d'un nouveau système informatique RSA.Net

La loi sur les allocations familiales (LAFam) entre en vigueur

Introduction du modèle d'évaluation des risques et cessation officielle des « contrôles par d'autres mesures » (CAM)

L'ancien numéro AVS est remplacé par un numéro d'assuré à 13 chiffres

Intégration du Tribunal fédéral des assurances (TFA) dans le Tribunal fédéral

Relèvement de l'âge de la retraite des femmes à 64 ans;
La législation sur une assurance-maternité (APG en cas de maternité) entre en vigueur

La loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA) entre en vigueur

Entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation des personnes entre CH – UE (ALCP)

La CAA est remplacée par les Directives sur l'assujettissement aux assurances AVS et AI (DAA)

Mise en ligne du site Web rsa.ch

10^e révision de l'AVS – système de la rente individuelle et splitting des revenus, bonifications pour tâches éducatives et tâches d'assistance, obligation de cotiser pour tous et restriction de l'assujettissement pour les citoyens et citoyennes suisses à l'étranger

Acquisition d'ordinateurs portables pour tous les réviseurs

Première réglementation officielle d'utilisation de la voiture pour les déplacements

Acquisition de notre premier système de traitement des données (HP3000)

Admission des premières caisses de compensation cantonales

La loi fédérale sur la prévoyance professionnelle (LPP) entre en vigueur

Introduction de la gestion électronique des mandats

Scission de l'assurance en cas de maladie et d'accidents (LAMA) et entrée en vigueur de la nouvelle loi du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents (LAA), avec assujettissement obligatoire pour tous les salariés;

La loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI) entre en vigueur

Introduction de contrôles au bureau

Éditorial

Chères lectrices, Chers lecteurs,

En 2019, l'Office de révision des caisses de compensation fête 75 ans d'une histoire passionnante et riche en accomplissements. Nous vous invitons cordialement à en découvrir davantage, dans notre recueil « 75 ans RSA », sur le destin de notre coopérative dans son contexte historico-juridique et technologique.

À l'époque trépidante qu'est la nôtre, une période de 75 ans constitue un chiffre considérable pour une entreprise. Nous devons cette durabilité à nos fidèles mandants et membres de notre coopérative, qui nous accordent leur confiance depuis des décennies. Nos remerciements et notre reconnaissance vont aussi à nos anciens et actuels collaborateurs, pour la qualité et leur grand investissement personnel dont ils faisaient et font toujours preuve dans leurs tâches quotidiennes.



La coopérative RSA, qui comptait au début un, puis deux réviseurs et huit membres, en est aujourd'hui à 39 collaborateurs et 59 membres. Nos activités principales sont restées les mêmes ; seules, les prescriptions légales et les conditions-cadres socio-économiques ainsi que la cadence de leur renouvellement ont évolué au fil du temps. Au cours de ces 75 dernières années, nous avons réussi à anticiper, accompagner et mettre en œuvre ces transformations.

Chacun sait que le passé influence le présent et l'avenir. Grâce à de fortes personnalités qui, au fil des générations, ont su transmettre encore et encore l'élan et l'enthousiasme que leur inspirait l'une des grandes conquêtes sociales de la Suisse, nous pouvons continuer d'avancer avec confiance vers un nouveau jubilé.

J'espère que vous prendrez plaisir à lire ce recueil et qu'il saura vous intéresser et vous faire parfois sourire.

A stylized, handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alfred Cudré-Mauroux'.

Alfred Cudré-Mauroux
Directeur

Les débuts de la sécurité sociale

Le développement qui fit de la Suisse un pays industriel après le tournant du XVIII^e au XIX^e siècle eut aussi ses revers. D'un côté, il y avait l'élan économique résultant de la liberté de commerce et d'industrie qui s'imposait en Suisse ; de l'autre, l'exploitation et la misère de la classe ouvrière.

À la fin du XIX^e siècle, surmonter la pauvreté, la vieillesse, l'invalidité et la maladie n'était pas pour l'État sa principale préoccupation. C'étaient avant tout les membres de la famille, les organisations d'utilité publique et l'Église qui s'occupaient des personnes âgées ou incapables de travailler. Il n'y avait que peu de structures de prévoyance pour les pauvres, et l'économie privée ne connaissait pas de réglementations de protection uniformes pour ses salariés. En conséquence de la grande pauvreté des masses d'ouvriers dans les usines, les revendications ayant trait à la justice sociale se renforcèrent en Suisse.

La loi de 1877 sur les fabriques écarta des abus particulièrement graves concernant le travail des femmes et des enfants, mais ne suffit pas à améliorer la situation sociale de la classe ouvrière en général. En 1890 vint la première base constitutionnelle pour une assurance en cas de maladie et d'accidents. C'était la première tentative de réglementation étatique de portée générale sur le plus grand risque que courent les travailleurs : la perte de revenu due à la maladie et à l'accident. Cet article constitutionnel fut accepté à une grande majorité en votation populaire, puis appliqué en 1912 lors de l'introduction de la loi sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents (LAMA).



Pendant la Première Guerre mondiale, les militaires ne touchaient aucun revenu à part leur solde. L'absence d'un filet social intensifia fortement les tensions, les manifestations et les grèves, qui culminèrent avec la grève générale de novembre 1918. Après la guerre, l'État n'avait toujours aucune obligation de compenser la perte de salaire des personnes astreintes au service.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclata, la protection financière des militaires et de leur famille devint la priorité.

Image de gauche : « Cuisine populaire «Drei Rosen» de l'Office fédéral de guerre pour l'assistance, place de distribution et local de repas » entre 1914 et 1918 – photographie : Carl Kling-Jenny (†1929) – Staatsarchiv Basel-Stadt, image 13, 606 – query.staatsarchiv.bs.ch/query/suchinfo.aspx
Image de droite : « Chômeurs dans les années 1920 » – auteur : inconnu – signature : Sozarch_F_Fc-0004-17 – bild-video-ton.ch

Naissance de l'AVS

L'introduction d'une assurance-vieillesse et survivants était l'une des principales revendications lors de la grève générale de 1918. Déjà en juin 1919, peu après la fin de la guerre, le Conseil fédéral présenta un premier Message concernant «l'attribution à la Confédération du droit de légiférer en matière d'assurance-invalidité, vieillesse et survivants, ainsi que la création des ressources nécessaires à la Confédération pour les assurances sociales». Finalement, un article constitutionnel plus simplifié, imprégné de la crise économique de l'après-guerre, fut accepté par le peuple en 1925.

Après la crise économique mondiale, il y eut la Seconde Guerre mondiale, et il devint urgent de créer non plus une AVS, mais un régime d'APG pour la perte de salaire et de gain.

Après la mobilisation générale de 1939, le Conseil fédéral était conscient du fait que les dérives sociales qui avaient suivi la Première Guerre mondiale ne devaient pas se reproduire et qu'il fallait assurer l'entretien des familles des militaires. Le 20 décembre 1939, dans le cadre des pleins pouvoirs qui lui avaient été conférés,

le Conseil fédéral adopta un arrêté réglant provisoirement le versement d'allocations pour perte de gain aux travailleurs en service militaire actif, qui fut prolongé en 1940 pour devenir les allocations pour perte de salaire et de gain en cas de service militaire (LVEO en allemand). Ces allocations étaient financées par les cotisations des employés et des employeurs, à raison de 2 % du salaire de part et d'autre, ainsi que par la Confédération et les cantons. Les versements octroyés assuraient jusqu'à 90 % du revenu des militaires mariés, mais restaient modestes pour les célibataires. La LVEO, qui est devenue notre régime APG actuel, a été la base organisationnelle et financière de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS).



Après l'assurance-accidents, le régime APG étendu (LVEO) fut la deuxième branche d'assurance obligatoire en Suisse. Il ne protégeait pas seulement contre la perte de gain et la pauvreté, mais, étant donné sa conception généreuse pour les couples mariés, il incitait à diminuer le travail des femmes et à ancrer la conception bourgeoise de la famille. Dès 1940, l'Union syndicale suisse avait proposé de transformer les caisses de compensation pour la perte de salaire et de gain en caisses de compensation AVS. En 1942, une initiative populaire émanant de la gauche et des radicaux demanda ensuite une transformation du régime d'allocations pour perte de salaire et de gain en une assurance-vieillesse et survivants.

Image : «Mobilisation de guerre» – deux hommes et une femme devant l'affiche, sept. 1939, probablement à Zurich – auteur : Freytag, Hermann – signature : Sozarch_F_Fb-0024-08 – bild-video-ton.ch

Dans son discours du Nouvel An 1944, le Conseiller fédéral Stampfli promet que sa première mission sociale après la fin de la guerre serait de créer une assurance vieillesse ; deux ans plus tard, il présentait un projet de loi au Parlement. Déjà en octobre 1945, en raison d'une revendication de l'Union syndicale, le Conseil fédéral avait transféré provisoirement les excédents de la LVEO dans la prévoyance vieillesse. L'approbation du Parlement qui suivit assura à l'AVS le capital initial nécessaire, ce qui augmenta sensiblement les chances de cette nouvelle institution sociale de voir le jour.

Le 6 juillet 1947, après une âpre campagne de votation, le peuple adopta la loi fédérale sur l'AVS par plus de 860 000 «oui» contre environ 215 000 «non» ; le taux de participation était de 80 %. La loi entra en vigueur dès le 1^{er} janvier 1948. L'introduction de l'AVS fut considérée comme un événement phare dans l'histoire suisse du 20^e siècle. Les organisations de travailleurs la célébrèrent comme un emblème de l'État social suisse.



Dès le début, l'AVS était une assurance de solidarité au caractère social bien marqué. La nouvelle institution a notamment repris la procédure de répartition et le système de compensation du régime des allocations pour perte de salaire et de gain (LVEO) pour l'organisation du paiement des cotisations et des rentes. Dès le début, le modèle de financement comme celui des rentes s'est caractérisé par une certaine redistribution sociale. Dans le même temps, l'âge de la retraite était de 65 ans pour les deux sexes.



La loi sur l'AVS prévoyait un équilibre entre les recettes (cotisations) et les dépenses (rentes) par le biais des caisses de compensation. Cet équilibre se faisait à trois niveaux : au niveau des différents établissements, au niveau des caisses de compensation organisées par canton et par branche, et enfin au niveau fédéral, au moyen de la Centrale de compensation (CdC) y compris la Caisse suisse de compensation et la Caisse fédérale de compensation, issue elle aussi d'une organisation instituée par le régime des APG.

Encore aujourd'hui, l'effet de redistribution repose en grande partie sur le fait que les cotisations sont payées sur le revenu entier, alors que le montant des rentes est plafonné vers le haut. Cela veut dire que les femmes et les hommes qui gagnent peu obtiennent des rentes plus élevées que les personnes à haut revenu, dont les rentes AVS maximales sont plafonnées, en proportion des cotisations qu'ils ont versées.

Image du haut : «AVS – 864 252 OUI» illustration sur le «oui» à l'AVS du 6 juillet 1947 – auteur : inconnu – signature : Sozarch_F_5030-Pb-018 – bild-video-ton.ch

Création et essor de l'Office de révision des caisses de compensation professionnelles

Dès février 1940, les caisses de compensation pour la perte de salaire et de gain instituées ont eu l'obligation légale de réaliser des contrôles auprès de tous les employeurs qui leur étaient affiliés. Ces contrôles devaient permettre de vérifier que les employeurs s'acquittaient de leurs nouvelles obligations vis-à-vis des caisses de compensation concernant le décompte complet des salaires bruts. Il fallait en outre veiller à ce que les indemnités qui devaient être versées pour les pertes de salaire et de gain soient correctement calculées, puis payées à temps.

Toutefois, étant donné leurs nombreux employés en service militaire actif, beaucoup de caisses de compensation accusèrent bientôt du retard dans leurs contrôles d'employeurs. On trouvait difficilement des réviseurs vraiment compétents en la matière et les coûts des contrôles, notamment par les sociétés fiduciaires, étaient élevés. La qualité des contrôles d'employeurs effectués laissait parfois aussi à désirer. À l'automne 1943, cette situation conduisit certaines caisses de compensation à penser qu'il fallait pallier ces difficultés en instituant un office commun de révision. Ce nouvel organe ne devait pas avoir de but lucratif et devait être ouvert à toutes les caisses de compensation professionnelles.

Le 20 avril 1944, sous la présidence d'Ernst Kury, l'Office de révision des caisses de compensation professionnelles fut fondé sous la forme d'une coopérative sise à la Stockerstrasse à Zurich. Quatre ans après, l'Office de révision déménageait déjà à la Genferstrasse à Zurich.

Les huit membres fondateurs suivants participèrent à l'assemblée constitutive :

- Caisse de compensation Brasseries, Bâle
- Caisse de compensation Commerce de Gros, Bâle
- Caisse de compensation Forgerons et Charrons, Zurich
- Caisse de compensation Fabricants de pâtes alimentaires, Berne
- Caisse de compensation Musique et Radio, Winterthour
- Caisse de compensation Quincaillerie, Zurich
- Caisse de compensation Métaux précieux, succursale de Zurich
- Caisse de compensation Métaux précieux, Berne



Le projet de statuts fut adopté à l'unanimité. Le capital d'exploitation fut garanti par la souscription de parts de coopérative d'un montant d'au moins 700 francs par caisse. La caisse de compensation du Bâtiment mit à la disposition de l'Office de révision, à prix coûtant, un bureau avec des machines et du mobilier, puis elle continua à le soutenir pendant plusieurs années de diverses manières. Cette contribution déterminante aida l'Office de révision à trouver rapidement son autonomie financière.

Image : Genferstrasse 3, Zurich

Le 15 mai 1944, Carlo Baumgartner, qui, dans un premier temps, avait été élu directeur et unique réviseur, commença son activité de contrôle dans le cadre de la LVEO (régime des APG). À peine deux mois plus tard, il fallut engager un deuxième réviseur, puis un troisième le 15 octobre 1945. La question de l'embauche d'une dactylo fut reportée à plus tard.

Carlo Baumgartner faisait partie des personnes à la base de la création de l'Office de révision des caisses professionnelles et il en fut le directeur de 1944 à 1977. Il contribua donc pour beaucoup à la fondation, puis à l'essor de l'Office de révision en tant que coopérative d'entraide. De 1944 à 1947, il connut encore les caisses de compensation pour les militaires, puis contribua activement à l'édification de l'AVS dans ses premières années. Le 31 décembre 1977, après 34 ans, Carlo Baumgartner abandonna la fonction de directeur, mais resta à la disposition de l'Office de révision au titre de réviseur à temps partiel. À l'époque, il effectuait encore tous ses contrôles en train, en car postal ou même à vélo. Comme l'indiquent des documents, il appréciait les trajets dans les paysages d'Appenzell, et plus encore ceux du soir en direction du lac de Constance. Il prit définitivement sa retraite le 31 décembre 1984. M. Baumgartner restera comme le «Grand Old Man» dans les annales de notre Office de révision.



À la fin de son premier exercice, la coopérative comptait déjà dix membres. Dès le début, on accorda une importance particulière à l'acquisition de nouveaux membres. Il était dans l'intérêt de l'Office de révision d'avoir autant de membres que possible. Une première lettre spécialement destinée à la prospection fut envoyée aux associations fondatrices et aux caisses de compensation professionnelles le 31 octobre 1947. L'opération porta ses fruits, puisque l'Office de révision comptait déjà 22 sociétaires fin 1947.

Lorsque le peuple suisse accepta l'AVS en juillet 1947 et qu'une loi consacra la mise en place de son organisation, la pérennité des caisses de compensation professionnelles et, avec elles, de l'Office de révision s'en trouva assurée. L'année 1948 apporta ensuite certains changements parmi les membres de l'Office de révision. Les sorties de caisse pour cause de fusion furent compensées par de nouvelles adhésions, ce qui permit à l'Office de révision de trouver sa place définitivement.

Image de gauche: de Mor65_Mauro Piccardi – photo n° 596049431 – shutterstock.com
Image centrale: de Urban Napflin – photo n° 503057800 – shutterstock.com
Image de droite: de Juan Jose Rodriguez Velandia – photo n° 2160232 – shutterstock.com

Comptes annuels 1944

A B S C H L U S S B I L A N Z per 31.12.1944

	<u>Aktiven</u>	<u>Passiven</u>
	Fr.	Fr.
Kassa	224.51	
Postcheck	5'835.63	
Debitoren	4'415.20	
Kreditoren		3'752.41
Mobilier	1'025.10	
Fahrräder-Anlage	549.95	
Büromaterial-Anlage	588.08	
Diverse Aktive	62.--	
Genossenschaftskapital		8'600.--
Transit. Aktiven	107.20	
Transit. Passiven		43.80
Nettogewinn		411.46
	<u>12'807.67</u>	<u>12.807.67</u>

GEWINN- & VERLUSTRECHNUNG per 31.12.1944

	<u>Verlust</u>	<u>Gewinn</u>
	Fr.	Fr.
<u>Ertrag :</u>		
Revisionenstunden		11'142.50
Rapportvergütung		2'170.--
Spesenvergütung		6'319.55
Allgemein		2.70
<u>Aufwand :</u>		
Allg. Unkosten	343.05	
Büromaterial-Betrieb	3.90	
Gehälter	9'635.--	
Lohnausgleichskasse	199.15	
Miete, Heizung, etc.	315.--	
P.T.T.	155.95	
Reisespesen Dr.C.B. (7,5 Mte.)	3'228.15	
" M.L. (6 Mte.)	2'554.78	
Fahrräder-Betrieb	4.60	
Stenodactylo	1'476.51	
Werbung	20.35	
<u>Abschreibungen</u>	<u>1'286.85</u>	
NETTOGEWINN	<u>411.46</u>	
	<u>19'634.75</u>	<u>19'634.75</u>

Activité de contrôle pendant les années de fondation

Pendant les années 1944 à 1947, l'activité de contrôle s'étendait principalement à de petites entreprises. Cela changea peu à peu à partir de 1948. L'évolution générale vers les grandes entreprises, l'industrie et le commerce impliquait naturellement une charge de travail plus importante.

Il n'était pas rare, lors d'un contrôle, de ne trouver qu'un livre de caisse et les quittances des salaires. La concordance était établie principalement sur la base d'une comptabilité américaine (en partie double), avec un journal américain, en contrôle progressif et contrôle rétrograde. Comme les salaires étaient payés en espèces, il fallait toutefois contrôler de nombreuses quittances. Tous les chiffres étaient recontrôlés manuellement. Le contrôle arithmétique était donc prépondérant.



En guise d'outils, les réviseurs disposaient des lois applicables (LAVS et RAVS) et de quoi écrire. La circulaire sur l'assujettissement fut introduite en 1961, les Directives sur le salaire déterminant en 1969 seulement. Les rapports étaient dactylographiés à la machine à écrire par les dames du secrétariat (avec un nombre important de copies carbone); d'autres notes manuscrites des réviseurs étaient archivées sous forme de brouillons.

Les trajets professionnels étaient effectués exclusivement en train, en car postal, à vélo ou à pied. Le réseau des transports publics n'était pas aussi étendu à l'époque. Des marches de plusieurs kilomètres n'étaient pas rares et les journées de travail étaient longues. Il en résultait aussi des situations improductives; un petit contrôle dans un village reculé du Tessin, difficilement accessible en transports publics, pouvait prendre jusqu'à une journée entière.



Image 1 : Journal américain – article de catalogue n° 19597 – simplex.ch

Image 2 : de Ralko – photo n° 77170006 – shutterstock.com

Image 3 : de Stephen Rees – photo n° 2476466 – shutterstock.com

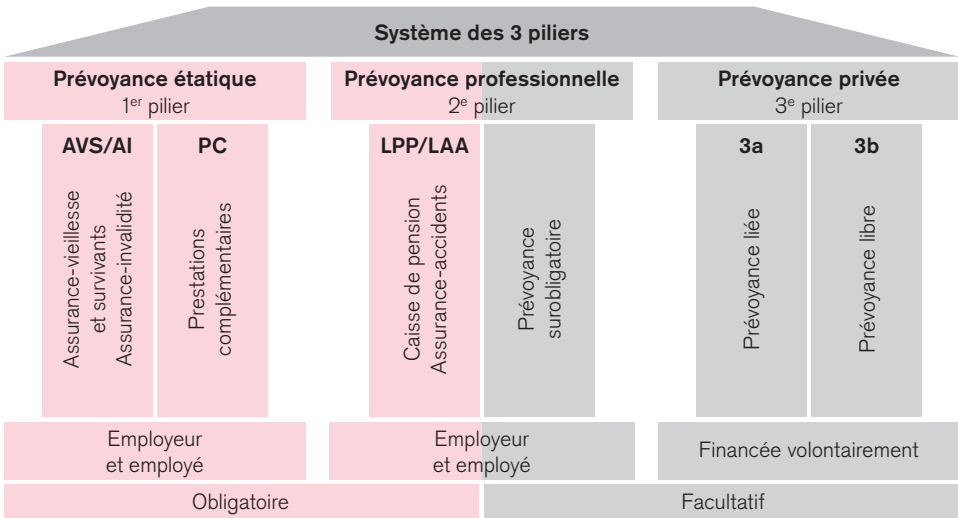
Extension et révisions des lois de l'AVS

Entre 1950 et 1975, l'AVS fut régulièrement adaptée à de nouvelles exigences, par huit révisions et plusieurs révisions dites d'adaptation. Les fondements de l'AVS demeurèrent toutefois intacts, notamment le système de financement (par répartition) et l'organisation (caisses de compensation fédérales, cantonales et privées) n'en furent pas affectés. Favorisés par la bonne situation de l'emploi, les efforts portaient plutôt sur le développement constant des prestations et sur une évolution de la rente de base des débuts vers des rentes capables d'assurer l'existence.

Le développement de l'AVS et la longue prévalence d'une situation de haute conjoncture donnèrent également de l'élan à la prévoyance privée. Le nombre des caisses de pension et de leurs affiliés ne cessait de croître. Cet essor contribua à remplacer peu à peu l'image de la pauvreté des personnes âgées, qui avait marqué le début du siècle, par une conception de sécurité et de confort dans la vieillesse.

Le 3 décembre 1972, l'adoption de l'article révisé 34^{quater} de la Constitution fédérale (cst.) marqua un nouveau tournant important dans la prévoyance vieillesse. Avec 75 % de «oui», les votants décidèrent d'inscrire dans la Constitution le principe des trois piliers, avec une prévoyance professionnelle obligatoire. Selon le message du Conseil fédéral, les prestations de l'assurance fédérale (1^{er} pilier et prestations complémentaires) devaient assurer les besoins vitaux des personnes âgées, des survivants et des invalides. Jointes aux prestations de la prévoyance professionnelle (2^e pilier), elles devaient permettre de maintenir le niveau de vie antérieur.

Grâce à ses trois piliers (prévoyance étatique ainsi que prévoyance professionnelle et privée), la prévoyance vieillesse connut une grande réussite. Caractérisée par son contrat entre les générations, par lequel les personnes actives financent les prestations des retraités, l'AVS fait maintenant partie des acquis sociaux les plus importants de la Suisse.



Expansion de l'Office de révision

Vingt ans après sa fondation, neuf réviseurs et – selon le procès-verbal – «une secrétaire et demie» travaillaient à l'Office de révision des caisses de compensation professionnelles, lequel comptait à l'époque 38 caisses membres. Il s'agissait de caisses de l'industrie, du commerce, des arts et métiers, des assurances et des banques. Fin 1968, ce chiffre était même monté à 44 caisses de compensation, qui misaient sur la qualité des contrôles effectués par l'Office de révision, lequel employait déjà 11 réviseurs et «deux secrétaires et demie».

Les caisses de compensation cantonales ayant confié toujours plus de mandats de contrôle, le nom de l'Office de révision était devenu un problème pour l'acquisition de cette catégorie de mandants. Le comité proposa donc à l'assemblée générale du 24 avril 1968, à Berne, de changer la dénomination Revisionsstelle der Verbandsausgleichskassen (Office de révision des caisses de compensation professionnelles) en Revisionsstelle der Ausgleichskassen (Office de révision des caisses de compensation) et de redéfinir son but à l'article 1 des statuts. Cet article avait désormais la teneur suivante: «La coopérative rassemble principalement des caisses de compensation professionnelles, ainsi que des associations professionnelles, dans le but d'effectuer des contrôles comparables pour leurs membres et des tiers.»

Après des années riches en mandats, les années 1965 à 1967 furent difficiles. La nouvelle circulaire de l'Office fédéral des assurances sociales sur les contrôles des employeurs n'y était pas pour rien. Ce texte avait en effet suscité une réserve généralisée dans l'octroi de mandats et une certaine incertitude sur le sens et l'ampleur des «contrôles par d'autres mesures» (CAM). Les mandats provenant de deux caisses de compensation cantonales, celles des cantons de Zurich et de Bâle-Campagne, attribués en 1966 et 1967, furent donc grandement appréciés.



À partir du 1^{er} octobre 1967, l'Office de révision a adapté son organisation aux CAM. Ces CAM comportaient de brèves visites aux entreprises avec des contrôles aléatoires des sources d'erreurs les plus fréquentes. Peu de temps après, on constata de nouveau une forte croissance des mandats. En 1972, pour ouvrir la porte à d'autres mandats et économiser du temps et de l'argent, on procéda à un regroupement partiel des contrôles AVS et CNA/Suva dans certaines branches. C'était l'occasion de se préoccuper de nouveau de la formation et du perfectionnement des réviseurs.

L'Office de révision était en pleine mutation. C'est en 1976 qu'apparut le premier réviseur romand. Cette ouverture permettait de se rapprocher des buts fixés à long terme: décentralisation au domicile des réviseurs, travail dans la langue maternelle et approfondissement des connaissances professionnelles. En 1979, à la suite d'une augmentation du personnel, la coopérative RSA déménagea à la Seestrasse à Zurich.



Changements dans la comptabilité et la technique

Avec le temps, il y eut davantage de comptabilités salariales et financières au papier carbone ainsi que de fiches de salaires individuelles. En parallèle à l'introduction de la calculatrice de poche dans les années 1970, les contrôles portèrent de plus en plus sur une vérification matérielle. Les concordances des comptes et les différences étaient notées manuellement sur place. Une année devait toujours être contrôlée intégralement, et les autres années par sondages aléatoires.



Les caisses de compensation continuaient d'envoyer par la poste les documents pour le contrôle. Un exemplaire préimprimé du rapport servait de modèle au réviseur pour son brouillon. Le réviseur notait manuellement sur place les concordances des comptes, les différences et ses autres constatations.



Le brouillon ainsi établi était mis au propre à la machine à écrire, soit par les dames du secrétariat, soit lors d'un travail à domicile. Certaines caisses de compensation avaient besoin de jusqu'à cinq copies carbone pour les rapports complémentaires. À l'époque déjà, on avait l'habitude de respecter les souhaits particuliers des caisses mandantes.

Exemple de rapport de contrôle de 1978

Contrôle final *fa*

Revisionsstelle der Ausgleichskassen **AHV-Arbeitgeberkontrolle: Nr. 487 - 1978 I** Kontrollperiode 1.1.74 - 31.12.76

Letzter Kontrollbericht Nr. 1. Kontrolle

1 Ausgleichskasse: Commerce de gros Bâle Nr. 71

2 Mitglied: *Robert FROST* Nr. 2626

3 Adresse: *11, rue de la Gare, 1700 Fribourg* Kanton: FR

4 Branche: *Handel* Anz.-Arbeitnehmer: 1-2

5 Rechtsform (Teilhaber): raison individuelle (jusqu'à fin 4.1975)

6 Name und Vorname, Geburtsjahr, Wohnadresse Hand. Reg. Eintrag: oui

7 Filialen: ☐ Kasse: ☐ Landw. Betrieb: ☐ Kasse: ☐ Hausdienst: ☐ Kasse: ☐

8 Unterlagen der Kasse: a. Auszug der Deklaration b. Abrechnungsformulare c. Lohnbescheinigungen d. Beitragskarten e. Uebereinst. Kontrolle f. EAE-Listen g. EAE-Karten

9 Andere Unterlagen: questionnaire, b + c Jahre: 1974 - 1975

Abrechnungsweise: a. IBK delegiert b. Lohnbescheinigung c. Beitragskarten d. jährliche Abrechnungen b

10 Unterlagen des Mitgliedes geprüft:

	lückenlos	stichprobenweise
11 AHV-Brouillons; IBK und IBK-Listen; EO-Unterlagen; FAK-Unterlagen		
12 A. Lohn- und Salärunterlagen, Verträge	pas de comptabilité de salaire	
13 B. Kassen-, Postcheck- und Bankunterlagen	pas de livre de caisse	
14 C. Unkostenkonten; Journale	Pas de comptabilité	
15 D. Gewinn- und Verlustrechnungen, Bilanzen, Revisionsberichte		
16 Buchhaltungssystem:		
17 Aussagen:		

18 Festgestellte und geprüfte beitragspflichtige Leistungen:

a) Zeitlohn, Stücklohn, Prämienlohn, Überzeit- und Nachtarbeitsentschädigung, Schichtzuschläge usw. Saläre, Gehälter, Besoldungen etc. b) Orts- und Teuerungszulagen, Familien- und Kinderzulagen c) Gratifikationen, Weihnachts- und Neujahrgelder; Abschluss- und Inventurzulagen, Gewinnanteile der Arbeitnehmer, Treueprämien

d) Heimarbeiterlöhne e) Trinkgelder f) Naturalbezüge g) Provisionen, Kommissionen h) Tantiemen, feste Entschädigungen und Sitzungsgelder an Verwaltungsräte, Kontrollstelle

i) Kranken- und Unfallgelder des Arbeitgebers k) Freiwillige Erwerbsausfallentschädigung des Arbeitgebers l) Ferien- und Feiertagsentschädigung

m) Putzlöhne n) Haushaltlöhne: a. bar / b. in natura o) Wohlfahrtseinrichtungen (Leistungen aus Fonds, Verwaltungsentschädigungen)

19 Vorgenommene Abstimmungen:

Bemerkungen: Contrôle final par suite de cessation d'activité au 31.12.1976. Le membre n'a plus occupé de personnel dès le 1.5.1975. ✓

20 Andere Kontrollen: Vorgenommene Prüfungen:

Erwerbsersatzordnung: massgebender Lohn: ☐ FAK: Beiträge: affilié caisse cantonale Fribourg

Auszahlung der Entschädigung: ☐ Zulagen:

21 Ort der Kontrolle: Fribourg Datum der Kontrolle: 1e 2e avril 1978. des Berichts: 8.5.1978.

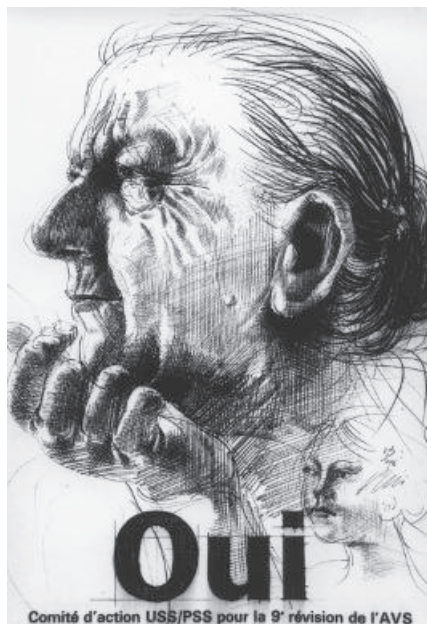
22 Beilagen: ☐ Revisionsstelle der Ausgleichskassen:

Der ausführende Revisor: *B. Schmid* Die Geschäftsleitung: *...*

BS/p1 *22. JUN 1978*

Poursuite de l'évolution de l'AVS

La fin du boom économique pendant la première moitié des années 1970 eut également un impact sur la sécurité sociale. Alors que la 8^e révision de l'AVS (en 1973) était encore entièrement placée sous le signe de l'expansion, les années de récession de 1974/1975 remirent radicalement cette expansion en question.



C'est pourquoi la 9^e révision de l'AVS (1979/1980) allait être, sur une assez longue période, l'aboutissement d'une activité de révision effrénée. Pour consolider la situation financière, celle-là prévoyait notamment une augmentation graduelle de la contribution fédérale à 15 % des dépenses de l'assurance, la réintroduction de l'obligation de cotiser pour les bénéficiaires de rentes exerçant une activité lucrative, le relèvement du taux des cotisations AVS des indépendants à 7,8 %, le prélèvement d'un intérêt moratoire en cas de paiement tardif des cotisations, le doublement de la cotisation minimale des indépendants et des personnes sans activité lucrative et l'introduction du recours contre les tiers responsables. L'une des principales nouveautés était toutefois l'introduction de l'adaptation automatique et régulière des rentes ordinaires à l'évolution des salaires et des prix selon un indice dit mixte (moyenne arithmétique entre l'indice des salaires et celui des prix).

Pendant le boom des années 1960 et 1970, des taux d'inflation allant jusqu'à 10 % avaient conduit à une dévalorisation constante des rentes AVS et AI. Pour cette raison, selon l'article sur la prévoyance révisé en 1972 (art. 34^{quater} cst.), les rentes devaient être régulièrement adaptées au moins à l'évolution des prix. Ce n'est qu'ainsi qu'il était possible de verser des rentes couvrant les besoins vitaux comme le prévoyait la Constitution. Toutefois, pour cela, il fallait chaque fois des décisions du Parlement. Avec la 9^e révision de l'AVS, le Conseil fédéral reçut la compétence pour procéder lui-même à de telles adaptations tous les deux ans, mais au plus tard selon la situation économique.

La 10^e révision de l'AVS suivit en 1997 ; il s'agit, jusqu'à présent, de la dernière révision « ordinaire ». Elle apporta notamment un aménagement du système des rentes : introduction de la rente individuelle, indépendante de l'état civil, et de la rente de veuf ; relèvement (par étapes jusqu'en 2005) de l'âge de la retraite des femmes à 64 ans ; et flexibilisation de l'âge ouvrant droit à la rente, avec possibilité d'anticiper celle-ci de deux ans au plus. Alors que le splitting des revenus et les bonifications pour tâches éducatives et pour tâches d'assistance étaient introduits, les rentes complémentaires pour épouse devaient être supprimées à l'avenir. L'une dans l'autre, ces mesures se limitaient à optimiser les prestations existantes, ce qui devait notamment conduire à une meilleure prise en compte de l'évolution du rôle des femmes dans le monde du travail rémunéré.

Image: Affiche pour votation pour la 9^e révision de l'AVS 1978 – loi fédérale sur assurance-vieillesse et survivants – modification du 24 juin 1977 – auteur: Erni, Hans – signature: Sozarch_F_Fb-0001-17 – bild-video-ton.ch

Poursuite du développement de l'Office de révision

Depuis plusieurs années, il y avait aussi, parmi les mandants de l'Office de révision, des caisses de compensation cantonales. Il s'agissait de leur permettre, à elles aussi, d'entrer dans l'Office de révision en tant que sociétaires à part entière. Sur proposition du comité, l'assemblée générale ordinaire du 7 juin 1979 décida donc à l'unanimité de modifier l'article 1 des statuts comme suit: «La coopérative rassemble des caisses de compensation AVS dans le but d'effectuer des contrôles comptables pour leurs membres et accessoirement pour des tiers.»

Par la suite, en 1987, les caisses cantonales de compensation de Zurich, Lucerne et Nidwald entrèrent dans l'Office de révision en tant que membres.



À cette époque déjà, il était difficile de trouver de bons réviseurs sur le marché du travail. Pour garantir la qualité des contrôles, la décision fut prise d'assurer la formation continue spécialisée des réviseurs en interne. Dans ce but, au second semestre 1979, Carlo Baumgartner établit un concept de formation initiale et de formation continue des contrôleurs d'employeurs AVS. Les matières comportaient la comptabilité, la technique de la révision ainsi que l'AVS/AI/APG/AC. La formation et le perfectionnement devaient être de nature autant théorique que pratique. Il était prévu d'effectuer ces formations pendant les jours de bureau à Zurich. Le point de départ de l'instruction devait être les contrôles effectués pendant la quinzaine ayant précédé le jour de bureau. Au besoin, des échanges d'expérience sur des problèmes particuliers ou sur des règlements propres à certaines branches ou caisses étaient également prévus. En décembre 1979, le comité décida de commencer la réalisation de ce concept dès juin 1980.



Par ailleurs, au fil du temps, les réviseurs se mirent à participer à différents séminaires sur la législation de l'AVS, les conventions de sécurité sociale, l'assujettissement aux assurances, les contrôles des listes de salaires prescrites dans la LAA, ou encore sur l'informatisation alors naissante.

Le 1^{er} janvier 1982, le domaine d'activité de l'Office de révision s'étendit par l'introduction de «contrôles au bureau». Ceux-ci n'avaient pas lieu sur place auprès des caisses et ne pouvaient donc pas remplacer les CAM effectués jusque-là. Les contrôles au bureau étaient effectués dans les locaux de RSA et constituaient une prestation de service d'un genre particulier aux petites entreprises.

Avec le temps, des assurances sociales supplémentaires vinrent s'ajouter, comme l'assurance-accidents obligatoire en 1977 ou la prévoyance professionnelle en 1985, de sorte que l'activité du réviseur s'élargit et s'intensifia. Les contrôles étaient de plus en plus complexes. De plus en plus de comptabilités étaient tenues en monnaies étrangères et les faillites ainsi que les sursis concordataires étaient en augmentation.

En 1994, pour des raisons de place et de coûts, les bureaux furent transférés à la Räfelstrasse, à Zurich.



Réflexions à l'occasion du jubilé des 50 ans

par Adrian Klapproth, à l'assemblée générale du jubilé du 29 avril 1994

RSA 1944 (poèmes adaptés du suisse-allemand)

Il y a 50 ans, en avril
Un amoureux de l'AVS
Institution pleine de promesses
Eut soudain une idée subtile

Chaque employeur doit la payer
Pour chacun de ses employés
L'idée fut de se fédérer
Pour se mettre à coopérer

Il fallait, on s'en rendait compte
Désormais contrôler les comptes
De l'AVS des entreprises
De manière exacte et précise

Trois gaillards, en ces temps barbares
Allaient pour six francs l'heure dare-dare
Même en des lieux très reculés
Calculer et recalculer

On voyait même le directeur
Se mettre en selle sur son vélo
Pour se rendre aussi au boulot
C'étaient d'autres temps, d'autres mœurs

C'est à la main qu'on comptait tout
Faut-être fou, me direz-vous
Mais cette ancienne société
Avait aussi ses bons côtés

RSA 1994

RSA d'hier, c'est du passé
Se déplacer en vélo ou calcul à la main
C'est aujourd'hui absolument insensé
Et pas possible avec la tendance de demain

Un chiffre d'affaires minime pour six francs de l'heure
Personne ne s'engagerait dans cette galère
Aujourd'hui on travaille pour septante francs au tarif horaire
Et le chiffre d'affaires atteint des millions de francs par bonheur

Plus de crampes de main, de mines que se brisent
De stylos que coulent et de plumes vides
Aujourd'hui le notebook crache ses analyses
C'est normal, tout est plus solide

Aujourd'hui RSA a 16 réviseurs
Jour après jour en service extérieur
Et quelques dames au bureau pointent
Donc, les messieurs parfois s'y pointent

Et quand le directeur regarde son effectif
Sa vaillante entreprise, son plaisir est vif
Il engage un troubadour, conteur
Pour dire merci à tous ces travailleurs

RSA, vision pour 2100

Quand j'ai fait cette chanson
En rêvant innocemment
Il m'est venu une vision
De RSA dans cent ans

Au travail, le réviseur
Tire un appareil d'un sac
Le fixe à son computer
En un rien de temps, tchak

Puis un voyant allumé
Lui dit quel choix opérer
Entre deux boutons marqués
L'un «OK» et l'autre «POLICE»

Cette vision du métier
Serait-elle à votre goût
Je ne le crois pas du tout
Aussi, je vais la chasser

Recevez tous mes meilleurs vœux
Puisse RSA, à vos yeux
Rester de quelque utilité
Jusqu'au prochain jubilé

L'Office de révision à l'ère de l'Internet

Le début de l'ère informatique et le passage de la comptabilité simple à la comptabilité moderne sur ordinateur furent décisifs.

L'Office de révision ne pouvait passer outre l'automatisation des processus de travail. Début 1983, le comité décida d'introduire par étapes le traitement électronique des données. On commença par la facturation, la gestion des mandats et la comptabilité. Cependant, les réviseurs continuèrent d'écrire leurs rapports complémentaires à la main ou en partie à la machine à écrire, et les dactylos traitaient les données à l'ordinateur de manière centralisée.



Avec l'apparition de l'Internet dès 1991, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) mit à disposition par voie électronique ses communications, directives et publications de jugements dans le domaine de l'AVS/AI/APG/AC (c'est à la fin 2004 que «Pratique VSI» cessa définitivement de paraître sur papier).



L'expansion informatique battait son plein et se voyait attribuer des budgets de plus en plus importants. En 1989, on décida d'acheter le premier système HP et en 1990, le premier ordinateur portable. Quatre ans plus tard, tous les réviseurs avaient leur ordinateur portable, leur imprimante et leur fax.

L'obligation d'être agréé par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) pour exercer l'activité de réviseur fut supprimée officiellement en 1991.

Par décision du 30 novembre 1990, le comité approuva l'utilisation de voitures privées à partir de janvier 1991. Le but était d'apporter une aide pour de petits contrôles, lorsque le trajet prenait plus de temps que le contrôle lui-même. Suite à cette décision, la voiture pouvait désormais être utilisée là où l'utilisation des transports publics n'était pas assez économique. Sur la suggestion d'Ernst Binder, membre du comité, tous les collaborateurs ainsi que le comité participèrent à une journée de cours organisée par le TCS pour apprendre à mieux maîtriser sa voiture et à promouvoir la sécurité sur la route.



Exemple de rapport de contrôle de 1998

OFFICE DE REVISION DES CAISSES DE COMPENSATION					
8045 Zürich Râffelstrasse 11 Tel. 01 451 55 66 Fax. 01 451 04 88					
Rapport du contrôle d'employeur sur place (Art. 68 al. 2 LAVS)					
Rapport no:	6133-98-05	Caisse de compensation no:	71		
Référence no:	16518-05	Nom:	Commerce de gros et de transit		
Membre no:	116800.000				
Nom du membre:					
Branche:					
Rue/no:					
NPA/Lieu:					
Tél. no:					
LAA:	Suva				
LPP:	Commerce de gros				
Forme juridique:	Société Anonyme		Inscription au RC:	oui	
Succursales:	Le Mont-sur-Lausanne (siège administratif), stations-service: Carouge, Vevey, Cartigny		Associés:		
Date du contrôle:	27.8/25.11.98		Période contrôlée:	1.1.93-31.12.97	
Lieu du contrôle:			Dernier contrôle:	14-15.12.93	
			Nombre d'employés:	30	
			Renseignements:		
Documents contrôlés:	contrôle complet	sondages	Documents contrôlés	contrôle complet	sondages
Comptabilité des salaires:			livre caisse / justif.		93-97
- journaux de salaires			livre banque/justif.		93-97
- comptes individuels			livre poste / justif.		
- compta. de salaires TED	96-97 (*)	93-95	Grand livre:		
- livre de paie		97	- compte salaires	96-97	93-95
- double attestation sal.			- autres comptes		93-97
			Bilans / p. et p.		93-97
			- pces compta. salaires	97	93-96
Système comptable:	TED		Boucllement au:	31.12	
APG sondages:	93-97		AC sondages:	93-97	
CAF sondages:	Ciam, Genève				
Alloc. sondages:	---				
Rapport complémentaire:	oui		Vu avec le membre:	oui	
Remarques:					
(*) suite à des problèmes d'informatique les documents de salaires 1997 étaient incomplets.					
I attestations de contrôle au 1.1.98 par l'Office de révision des Caisse de compensation de la région de la Suisse romande.					
Annexes: rapport complémentaire					
Date:	25.11.98	le réviseur:	B. Schneider	réviseur responsable:	

Profil professionnel du « réviseur AVS »

Des contrôles fiables des employeurs sont indispensables dans l'AVS. La pratique montre que, malgré des explications régulières aux employeurs, des écarts sont constatés dans environ 40 % en moyenne de tous les contrôles effectués. Les employeurs apprécient d'ailleurs souvent que les réviseurs puissent les aider, lors de contacts personnels, à remplir leurs obligations vis-à-vis de leur caisse de compensation. Le contrôle AVS d'employeur était et reste une « institution » très bien acceptée dans la population.

Cette activité professionnelle permet une autonomie et de nombreuses rencontres intéressantes avec des personnes de branches et d'environnements de travail les plus divers ; le quotidien n'est donc jamais ennuyeux, même s'il peut devenir un cauchemar si l'on n'a pas suffisamment d'auto-discipline.

Il y a 40 ans environ, on recherchait des réviseurs qui avaient terminé un apprentissage d'employé de commerce, avaient de l'expérience dans le domaine des salaires, des connaissances de l'AVS, de bonnes connaissances de comptabilité acquises dans le cadre d'une pratique indépendante et qui savaient établir un bilan ; il fallait aussi une pratique en fiduciaire, la connaissance de l'allemand et du français, la capacité d'établir des rapports, une bonne présentation et de l'assurance, mais aussi de l'entregent ; aujourd'hui, près de 40 ans plus tard, ces exigences de base, à l'exception des connaissances en informatique, n'ont pas beaucoup changé. Cependant, le profil du métier de réviseur s'est radicalement transformé depuis quelques années. Cela est dû non seulement à l'utilisation de l'informatique et à l'introduction de l'échange électronique de données, mais surtout aux dispositions juridiques toujours plus complexes sur l'AVS. D'ailleurs, tout le contexte a changé. Le trafic routier ayant augmenté, il devient plus difficile de fixer des rendez-vous ; le personnel compétent change toujours plus rapidement et devient toujours plus difficile à joindre ; la possibilité de l'opting-out affecte la qualité des comptabilités/des comptes annuels, etc.

Un esprit communicatif, un brin d'humour et la capacité de s'adapter à des situations inattendues facilitent énormément, aujourd'hui encore, le quotidien de la profession. Il en va de même pour le bagage spécialisé. La formation initiale et la formation continue sont toujours aussi cruciales. L'activité de réviseur apporte du plaisir, mais aussi beaucoup de travail. Rester bloqué dans les embouteillages, tomber sur des clients mal préparés et peu coopératifs, terminer des rapports après la fermeture des bureaux, essuyer des refus, des changements d'agenda, examiner et traiter une opposition – tout cela fait aussi partie de l'activité de réviseur AVS.



La journée d'un réviseur

par Edy Lacher, ancien réviseur et directeur-adjoint RSA, décembre 2010
(du 02.08.1973 au 31.12.2009, puis à temps partiel jusqu'au 31.08.2011)



Tu commences la journée avec fougue, mais déjà il y a du retard.
Pour ne pas rester dans les bouchons, tu planifies l'itinéraire de façon précise.
Tu arrives à l'heure à destination, où t'attend plus ou moins du travail.
On te présente la personne responsable de la comptabilité et des salaires.
Les documents sont mis à disposition,
mais tu remarques vite que quelque chose manque.
Tu expliques ce qu'il te faut,
et tu vois quelqu'un qui descend à la cave.
Après une heure ou deux,
on te dit que les documents sont manquants.



Comme supposé, le dernier logiciel est dépassé, un nouveau est déjà installé.
Malgré un spécialiste et beaucoup de peine,
les documents seront là demain tôt le matin.
Ton objectif est de faire concorder les salaires, afin de gagner du temps.
Mais très vite tu remarques, que sans les clés appropriées,
tu travailles à l'aveugle.
En contrôlant notamment la rubrique des salaires,
tu reprends pratiquement la révision à zéro.
Maintenant tu constates vite,
que le logiciel de la comptabilité salariale était mal configuré.
Des salaires de grande importance ne se trouvent pas dans l'assujettissement.



Tu remarques les différences
et les notifies dans le rapport complémentaire.
Pour obtenir l'exhaustivité, tu commences alors avec la compta financière.
La concordance des salaires est essentielle,
mais la comptabilité est très opaque.
Tu contrôles les comptes méticuleusement
et trouves des salaires, où les cotisations n'ont pas été versées.
Dans le rapport, tu les consignes aussi et tu fais pâlir le membre d'effroi.



Tu dois affronter toutes sortes de nouveautés,
entre-temps la nouvelle loi CAF est en vigueur.
Pour compléter la vision globale, tu examines les créances.
Il te reste peu de temps, juste quelques moments,
tu étudies les règlements dans le détail.
Pour terminer, il convient de discuter du résultat avec sérénité.

Par chance, il y a aussi des révisions,
qui se finissent avec gratitude et reconnaissance.

Être Réviseur(e) AVS avec entrain et élan,
est dans la vie un véritable enrichissement.

Les derniers développements de l'AVS

Le système du numéro AVS avait fait ses preuves pendant presque 60 ans. On voyait pourtant se dessiner ses limites. Il ne serait bientôt plus possible d'attribuer un numéro univoque à chaque personne. En outre, ce système ne répondait plus aux exigences de la protection moderne des données. C'est pourquoi, en 2008, l'ancien numéro AVS, qui contenait les caractéristiques personnelles de la personne assurée, fut remplacé par un nouveau numéro entièrement anonyme à 13 chiffres. Celui-ci ne permet plus de tirer des conclusions sur la personne assurée, ce qui eut des répercussions dans l'activité de contrôle.

Avec la réforme Prévoyance vieillesse 2020, il s'agissait de garantir les rentes et d'adapter la prévoyance de vieillesse à l'évolution de la société. Des économies et des recettes supplémentaires devaient permettre à l'AVS de conserver son équilibre jusqu'à la fin de la décennie suivante. Le taux de conversion minimal devait être graduellement abaissé pour stabiliser la prévoyance professionnelle obligatoire. Grâce à des mesures prises dans la prévoyance professionnelle et dans l'AVS, le niveau des rentes de vieillesse devait être maintenu. L'âge de la retraite des femmes aurait été progressivement relevé, de 64 ans aujourd'hui à 65 ans, et une possibilité de retraite flexible entre 62 et 70 ans aurait été créée. L'un dans l'autre, il s'agissait d'un modèle global qui prenait en compte à la fois le 1^{er} et le 2^e pilier. Le 24 septembre 2017, le peuple rejeta la réforme Prévoyance vieillesse 2020 et l'augmentation de la TVA qui y était associée.



En réponse à la réforme fiscale pour l'abolition des privilèges fiscaux, qui était sur la table depuis longtemps, ainsi qu'à la réforme AVS qui avait été rejetée, un paquet combiné fiscalité/AVS, réunissant les réformes les plus urgentes, est maintenant proposé. Pour les impôts, la diminution des recettes de la Confédération, des cantons et des communes est évaluée à environ deux milliards de francs. Avec le «deal» fiscal/AVS, l'AVS doit recevoir un apport de fonds financé par des déductions sur les salaires, par la TVA et par une augmentation de la contribution de la Confédération. Bien qu'étrangers l'un à l'autre sur le fond, les deux projets sont combinés et ne pourront entrer en vigueur qu'ensemble ou pas du tout. Cet apport rapide de fonds doit notamment donner à l'AVS plus de temps pour une véritable réforme structurelle. Une votation référendaire concernant la loi fédérale relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA ; à l'origine, Projet fiscal 17) aura lieu le 19 mai 2019. La loi pourrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Quelle que soit l'issue de la votation sur le paquet fiscal/AVS, le Conseil fédéral veut garantir à plus long terme les rentes AVS, maintenir leur niveau et stabiliser les finances de l'AVS. En même temps, il veut flexibiliser l'âge de la retraite et renforcer les incitations à une activité lucrative prolongée.

Image: «Trahir les jeunes – Punir les retraités – Injuste pour les jeunes et les retraités. Non à la pseudo-réforme de l'AVS», 2017 – conception: Ogilvy & Mather AG, Zurich – n° d'archive G-2403, Museum für Gestaltung Zürich, collection d'affiches ZHdK – emusem.ch

La coopérative RSA entre 2000 et 2020

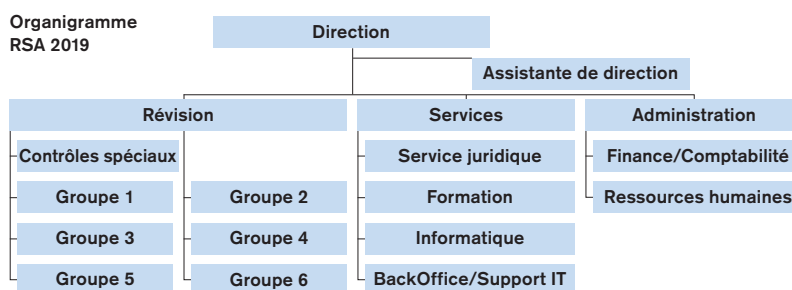
La première grande réorganisation de RSA a eu lieu en 2002. La structure de l'organisation datait encore de l'époque des débuts. Beaucoup reposait sur la direction, qui devait intervenir dans les départements jusque dans le moindre détail. À cela s'ajouta aussi la formation, qui avait pris énormément d'importance. La dimension verticale de l'organisation, jusque-là unidimensionnelle, a été élargie par un nouveau secteur « Services ». Dans une première phase, ce secteur comportait les départements Secrétariat, Service juridique, Informatique, Fiduciaire et Comptabilité financière. Après l'abandon de l'activité fiduciaire et étant donné l'importance toujours croissante de la formation, celle-ci a été répercutée dans l'organigramme à partir de 2010.

En février 2009, à la suite du nouveau droit des entreprises, en vigueur depuis janvier 2008, la nouvelle raison sociale a été inscrite au registre du commerce de Zurich, avec l'ajout « Coopérative pour les contrôles d'employeurs ». Il a fallu adapter le papier à en-tête, le site internet et créer un nouveau logo.



Dès 2013, l'Office de révision, qui s'est agrandi et employait 36 personnes, a axé son organisation sur des exigences accrues. Pour favoriser une meilleure utilisation et intégration des ressources professionnelles ainsi que les décisions et la suppléance du directeur, un nouveau membre est entré à la direction afin de diriger le troisième et nouveau secteur « Administration ».

Sur l'initiative du nouveau directeur, RSA a depuis 2012 progressivement étendu son rayon d'action en Romandie ; ce qui devait conduire, le 1^{er} juin 2014, à la création d'un nouveau groupe de réviseurs francophones.



Dans le cadre du groupe d'accompagnement AVS-Suva, créé en 2009, RSA a, au début notamment, participé à l'élaboration des conditions-cadres pour une formation initiale et une formation continue communes, comportant des cours identiques pour les réviseurs germanophones et francophones. Le concept de formation modulaire ainsi constitué a ensuite été signé par les représentants des caisses de compensation cantonales, des caisses de compensation professionnelles, de la Suva et de RSA, puis présenté à l'OFAS pour qu'il en prenne connaissance. Depuis, RSA collabore aussi à la réalisation des cours dans l'équipe de formation. Depuis 2012, beaucoup de nos réviseurs ont obtenu le diplôme de réviseur AVS-Suva et portent aujourd'hui le titre de « réviseur diplômé AVS-Suva ».

En introduisant des contrôles FAR (« Flexibler Altersrücktritt » ; contrôles pour la Fondation pour la retraite anticipée dans le secteur principal de la construction) en 2013, RSA s'est créée un second domaine de compétence, en dehors du 1^{er} pilier.

Et la roue continue de tourner ...



La numérisation, voir à terme la digitalisation, est en plein boom. Depuis l'an 2000, RSA dispose d'un site Internet et d'une adresse e-mail. En 2005, elle met fin aux archives sur papier au profit d'archives électroniques.

En 2008, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) édicte de nouvelles directives sur l'exécution des contrôles d'employeurs. Ceux-ci doivent à l'avenir s'appuyer sur un modèle d'évaluation des risques. La période de contrôle (5 à 9 ans) résulte désormais de la combinaison

entre le rating et la masse salariale d'un employeur. D'autre part, dans les cas particuliers (faillite, changement de caisse etc.), une vérification anticipée est prescrite.

Vu la digitalisation croissante et un vaste projet «Contrôle d'employeur» de l'association eAVS/AI, déjà entamé au début des années 2000 et qui vise à l'échange électronique de données entre les caisses de compensation et les bureaux de révision des contrôles d'employeurs, le conseil d'administration a décidé en 2011 de revoir complètement la structure informatique de RSA. Le 9 janvier 2012, la première réunion du projet «Nouveau système informatique RSA.Net» a eu lieu et, le 15 octobre 2013, on a pu célébrer à la réussite de cette mise en service lors d'un apéritif dînatoire festif. Depuis avril 2014, tous les processus de gestion des mandats et de reddition des rapports passent par RSA.Net, plus exactement par RSA PartnerWeb, qui sert désormais de canal de communication à pratiquement toutes les caisses de compensation.

Dans l'intervalle, en mars 2013, eAVS/AI a relancé son projet «Échange de données-Contrôle d'employeur» (ED-CE), qui avait été momentanément gelé. Après des années de travaux préparatoires intensifs, autant au niveau d'eAVS/AI que des applications spécialisées d'IGAKIS et de ses caisses de compensation associées (IGAKIS étant intervenue en tant que pool dans une première phase), l'exploitation pilote a pu être conduite avec succès fin juin 2018. Finalement, dès l'automne 2018, les membres AKIS sont passés progressivement du RSA PartnerWeb à secure data exchange (sedex). Depuis, dans le cadre des processus de communication spécifiés dans le domaine du contrôle d'employeur, ils échangent de manière structurée toujours plus d'informations via la plateforme d'échanges de données sedex. Tous les autres mandats qui ne communiquent pas encore via sedex continuent pour le moment à communiquer avec le RSA PartnerWeb. Il est prévu de faire migrer peu à peu sur sedex encore d'autres pools informatiques ainsi que leurs caisses de compensation associées.



Image du bas : d'ANDRANIK HAKOBYAN – photo n° 1130290163 – shutterstock.com

Anecdotes

Comme chacun le sait, le contrôle AVS doit avoir lieu, si possible, dans les locaux du membre, d'un comptable ou d'une fiduciaire. Dans ce contexte, certains réviseurs ont déjà fait des expériences plus ou moins pittoresques. Ainsi, par exemple, on se retrouve à une petite table pliante dans l'arrière-boutique d'une pharmacie, entre des boîtes de comprimés et du matériel d'emballage ; ou dans la salle d'exposition d'un garage automobile ; ou courbé au-dessus du divan « rouge » d'un psychiatre ; et chez le physiothérapeute la table de massage servira de surface de travail et non pour se faire masser le dos.

Un certain 6 janvier – jour des Rois, une réviseure eut la bonne idée de fixer des rendez-vous de contrôle auprès de trois fiduciaires différentes. À 8 heures déjà (au moment du café), elle tira la fève lors du traditionnel tirage des rois, au nez et à la barbe du personnel, dans le premier morceau de gâteau. À 10 heures, rebelote : la deuxième fiduciaire avait spécialement commandé une galette au chocolat au lieu des raisins (qui ne sont pas du goût de tout le monde). Et qui fut cette fois roi ? Enfin reine ? Madame la réviseure ! Pour son rendez-vous de l'après-midi, elle avait décidé de renoncer à tout nouveau morceau de gâteau des rois qui lui serait offert. Mais l'enfer étant pavé de bonnes intentions, il « fallut » évidemment qu'elle accepte – prenant bien soin cette fois de prendre le dernier morceau ; et – ô gênant – elle eut de nouveau la fève – pour la troisième fois de la journée !

Un réviseur vécut une expérience « lumineuse » chez un artisan, un vendredi après-midi du début janvier. La seule table se trouvait dans la vitrine et lui servit de poste de travail. À cause de la recherche d'erreurs, de la comptabilisation au net et des corrections qui s'imposaient, son contrôle se prolongea après la tombée de la nuit. Le réviseur se trouva ainsi bien illuminé en vitrine, sous l'œil intéressé de tous les passants qui quittaient le travail pour le week-end. L'enseignement qu'on a pu en tirer – éviter les contrôles compliqués le vendredi après-midi !



En chemin pour une réunion à la coopérative RSA, tous les membres du conseil d'administration arrivèrent ensemble devant l'immeuble «Gallus-Hof», à la Räffelstrasse. Seule, l'unique membre féminine arriva un peu plus tôt, mue sans doute par un pressentiment. Une fois arrivés, tous se serrèrent dans l'ancien ascenseur et appuyèrent sur le bouton pour aller au troisième. Ce n'est qu'après la fermeture des portes qu'ils virent l'avertissement du poids maximal: 6 personnes et 480 kilos. Même si leur poids moyen devait être sans doute inférieur à 80 kilos, avec leurs vêtements d'hiver et les grosses valises pour la réunion, la limite était nettement dépassée... Au lieu de rouvrir ses portes en signalant le dépassement de poids, la cabine surchargée, entama une amorce vers le haut, puis se laissa tomber en chute libre avec le conseil d'administration. Quelque part entre le 1^{er} et le 2^e sous-sol, la protection anti-chute stoppa le tout avec un gros fracas et dans un tourbillon de poussière.

Comble de malheur, l'alarme de l'ascenseur ne fonctionnait pas, ou alors personne ne l'entendait. Par hasard, un locataire entendit les cris et pu avertir l'Office de révision. Le directeur alerta le concierge, qui parvint à ouvrir légèrement la porte de l'ascenseur entre deux étages. À eux deux, ils réussirent à hisser les membres du conseil d'administration l'un après l'autre à l'étage supérieur, à travers un étroit passage, jusqu'à ce que chacun retrouve sa liberté. Heureusement, personne ne fut blessé, bien que cette difficile situation fut vécue différemment par les uns et les autres.

Inutile de dire qu'après cette mauvaise répartition des risques et cette échappée belle, ce jour-là, tous les déplacements verticaux se parcoururent dorénavant à pied.



2019 Einführung automatischer Datenaustausch via sedex / Introduction échange électronique de données via sedex	
2014 Einführung / Introduction RSA.Net	
2013 Erweiterung des Organigramms durch einen dritten Bereich Administration / Création d'un troisième département Administration	
2002 Reorganisation mit neu zwei Bereichen / Réorganisation avec deux départements	
2000 Einführung Website / Introduction site Web rsa.ch	
1995 Erste Revisorin / Première réviseure	
1994 Laptops für alle Revisoren / Laptops pour tous les réviseurs	1994 Umzug an die / Déménagement à la Räfelstrasse 11, Zürich
1991 Erste offizielle Regelung der Autobenützung für Reisewege Première réglementation officielle d'utilisation de la voiture pour les déplacements	
1991 Offizieller Wegfall der Bewilligungspflicht zur Praktizierung der Revisorentätigkeit durch das BSV Suppression officielle de l'obligation d'agrément de l'OFAS pour la pratique de l'activité de réviseur	
1984 Einführung elektronische Auftragsverwaltung Introduction de la gestion électronique des mandats	1987 Aufnahme der ersten kantonalen Ausgleichskassen Admission des premières caisses de compensation cantonales
1976 Erster Revisor aus der Romandie Premier réviseur de la Romandie	1979 Umzug an die / Déménagement à la Seestrasse 137, Zürich
1948 Umzug an die / Déménagement à la Genferstrasse 3, Zürich	
1944 Konstitutive Generalversammlung Assemblée générale constitutive	1944 Erste Adresse / Première adresse Stockerstrasse 42, Zürich

Gebietsaufteilung 2018 Répartition territoriale 2018



Präsidenten / Présidents

Andreas Fässler	2014 -
Roberto Egloff	2008 - 2013
Dr. Christian Schaeppi	1999 - 2007
Urs Aebi	1983 - 1998
Karl Neuenschwander	1974 - 1982
Emile Moser	1956 - 1973
Rudolf Schönenberger	1950 - 1956
Dr. Ernst Kury	1944 - 1949

Direktoren / Directeurs

Alfred Cudré-Mauroux	2012 -
Werner Portmann	1990 - 2011
Kurt Klaus	1978 - 1989
Dr. Carlo Baumgartner	1944 - 1977

Anzahl Mitarbeiter Nombre d'employés

2018	40
(50 % Teilzeit / à temps partiel)	
2004	30
1994	20
1969	14
1944	2

8 Gründungsmitglieder 8 Membres fondateurs

AK Brauereien, Basel
CC Brasseries, Bâle
AK Grosshandel, Basel
CC Commerce de Gros, Bâle
AK Schmiede- und Wagnergewerbe, Zürich
CC Forgerons et Charrons, Zurich
AK Teigwarenfabrikanten, Bern
CC Fabricants de pâtes alimentaires, Berne
AK Musik und Radio, Winterthur
CC Musique et Radio, Winterthour
AK Eisenwarenhändler, Zürich
CC Quincaillerie, Zurich
AK Edelmetallbranche, Zweigstelle Zürich
CC Métaux précieux, succursale de Zurich
AK Edelmetallbranche, Bern
CC Métaux précieux, Berne

Namen und Logos / Noms et logos

2009		Revisionsstelle der Ausgleichskassen genossenschaft für Arbeitgeberkontrollen
1970	REVISIONSSTELLE DER AUSGLEICHSKASSEN	
1968	Revisionsstelle der Ausgleichskassen	
1944	Revisionsstelle der Verbandsausgleichskassen	

Tarifentwicklung Evolution des tarifs

	CHF / h
2014	125.00
2010	110.00
2001	80.00
1992	70.00
1988	60.00
1983	47.00
1973	25.00
1964	12.00
1944	6.00

Anzahl Kontrollen Nombre de contrôles

2018	10020
2004	8130
1994	5540
1969	3970
1944	1060

75. Jahresbericht



Die aktuellen Informationen
finden Sie unter rsa.ch

Vous trouvez les informations
actuelles sous rsa.ch